Pacte de responsabilité : la parole du Président de la République doit être respectée

Publié le 17 septembre 2015

Le MEDEF est stupéfait de l'annonce de ce jour faite par M. Michel Sapin d'un décalage de trois mois de la mise en œuvre du Pacte de responsabilité en 2016.

> « Je considère que la stabilité et le respect de la parole donnée sont les conditions de la confiance. »
>
> Déclaration du Président de la République, lors de son point presse du 7 septembre 2015 au sujet du Pacte de responsabilité.

Le décalage dans la mise en oeuvre conduit à amputer le Pacte de 25% des baisses de charges prévues sur 2016 et remet en cause la confiance indispensable pour relancer la croissance. C'est un mauvais coup porté à l'économie de notre pays.

Les entreprises ont besoin de visibilité et de certitude pour pouvoir investir. On ne revient pas sur des engagements de baisse de charge à trois mois de leur mise en œuvre !

Le MEDEF regrette enfin que le réflexe pavlovien de nos élus soit toujours le même : taxer les entreprises pour trouver de l'argent. Cette démarche suicidaire, suivie depuis 30 ans, a mené notre pays dans la situation actuelle.

Le gouvernement choisit comme d'habitude la facilité de la taxe plutôt que le courage de la baisse des dépenses publiques, alors même que la Cour des comptes vient de publier un nouveau rapport montrant que cette baisse est possible.